

# Talleyrand et l'empire multinational autrichien des Habsbourg

par Roland Martinet

*Ce texte est issu de la conférence donnée par l'auteur au mini colloque de Bratislava, chez notre ami Lubomir Jancok, « chez Balzac » le 11 octobre 2019, durant le voyage d'un groupe de membres de l'association en Slovaquie.*

*Après un rappel géographique et politique, portant notamment sur la France et l'Empire autrichien, sont abordés :*  
- La vision politique et diplomatique européenne de Talleyrand et la constance de ses grandes lignes durant sa longue carrière.  
- Son application dans ses actions et relations concernant l'Autriche.

## L'Europe géographique et politique à l'époque de Talleyrand, notamment la France et l'Empire autrichien.

Si la France, dans ses frontières, était très semblable à ce qu'elle est aujourd'hui, il n'en est pas de même pour « l'Autriche ». A cette époque, territorialement, l'Empire autrichien, multinational et multilingue, dominait un espace bien plus vaste que la France, des côtes de la Belgique jusqu'aux confins de l'Empire Ottoman, en passant par la Hongrie et une partie de la Pologne et de l'Italie actuelles. La période talleyrandienne couvre, en France, la fin de la Monarchie absolue avec Louis XV et Louis XVI, la Révo-

lution, les convulsions suivantes avec le Directoire et le Consulat, l'empire de Napoléon I<sup>er</sup>, la Restauration et sa suspension provisoire des 100 jours, la Monarchie de Juillet avec l'avènement, en 1830, de Louis-Philippe, premier (et dernier) Roi des Français.

Dans le même temps, la « stabilité » habsbourgeoise, impériale, plutôt anti-progressiste et absolue règne dans l'empire autrichien avec Joseph II, fils de la grande Marie-Thérèse, alors alliée de la France dans la guerre de 7 ans, puis surtout de l'Empereur François II qui prend le titre de François I<sup>er</sup> en 1806 après son renoncement forcé à la couronne du St Empire, et bien sûr, Metternich, prince en 1813. Il faut rappeler que ce dernier fut ambassadeur d'Autriche à Paris en 1804, Talleyrand étant alors ministre des Relations extérieures de la France, puis ministre de Affaires Etrangères de son pays après la Paix de Vienne imposée par Napoléon en 1809 et enfin Chancelier avec la totale confiance de l'Empereur François I<sup>er</sup>.

## Les grandes lignes de la vision politique et diplomatique européenne de Talleyrand.

L'essentiel des relations entre les deux pays consisteront en une succession de guerres et de traités de paix avec, pour point d'orgue, le Congrès de Vienne.

- Talleyrand n'aime pas la violence. C'est un homme de Paix : « Les principes se propagent partout, les canons n'ont qu'une portée dont la mesure est connue. »

Comme membre de l'Institut, le 2 juillet 1799 il déclarait : « le système qui tend à porter la liberté à force ouverte chez les nations voisines, est le plus propre à la faire haïr et à empêcher son triomphe » Et, par ailleurs : « [Il ne faut] pas humilier le vaincu pour ne pas s'en faire un ennemi irréductible »

- Il est pour l'équilibre des puissances  
- Il veut de petits Etats, moins puissants, qui fassent tampon entre les puissances  
- Il est pour le respect des droits et de la légitimité des couronnes, et contre les guerres de conquête.

- Il est prone à une monarchie parlementaire à l'anglaise, royaume qu'il pressent devenir la première puissance mondiale avant celle à venir des Etats-Unis.

- Il a toujours pensé que le mieux, pour la France, était une alliance avec l'Angleterre et l'Autriche face aux visées russes et prussiennes : « L'alliance entre la France et l'Angleterre ? La tige de la balance du monde » (rappel en confidence à Lamartine, 1831)



## L'application de ces vues dans ses relations avec l'Empire autrichien : quelques exemples, au fil des 7 coalitions contre la France de 1793 à 1815 et lors de son ambassade de Londres en 1830-1834

- Première coalition : 1793-1797 : Angleterre, Russie, Espagne, Sardaigne, Naples, rejointes par La Prusse et l'Autriche, unies par leur peur de la Révolution.

Durant cette période, Talleyrand est émigré en Angleterre et aux Etats-Unis, sans pouvoir ni influence sur les guerres de la France révolutionnaire notamment contre le Saint Empire, ni sur les conséquences de la victoire de Jemmapes (3 nov. 92) contre l'Autriche.

Il est tout juste nommé ministre des Relations extérieures (16 juillet 1797) – sous les ordres du Directeur Rewbell qui ne l'aime pas – mais a fait connaître ses sentiments pacifistes. Il soutient les préliminaires de paix avec l'Autriche signés par Bonaparte à Leoben, puis un peu moins le traité de Campoformio à l'issue de la campagne d'Italie.

Son rapport, plutôt libre et critique, au Directoire, en témoigne : « Dans la situation où se trouve une république qui s'est élevée nouvellement en Europe en dépit de toutes les monarchies, et sur les débris de plusieurs d'entre elles, et qui y domine par la terreur de ses principes et de ses armes, ne peut-on pas dire que le traité de Campoformio et que tous les traités que nous avons signés ne sont que des capitulations militaires plus ou moins belles ? La querelle, momentanément assoupie par l'étonnement et la consternation du vaincu, n'est point de nature à être définitivement terminée par les armes, qui sont journalières, tandis que la haine subsiste. »

Le 27 septembre 1797, il envoie les directives suivantes aux ambassadeurs de la République dans toutes les Monarchies : « Sachez vous faire aimer, estimer, respecter. Ne heurtez point les mœurs, les usages, les préjugés des pays où vous êtes »

- 1798 : Campagne d'Égypte du général Bonaparte et son rapport avec l'Autriche.

Dans sa biographie de Talleyrand, E. de Waresquiel indique que, au moins au départ, la conquête de l'Égypte paraît légitime à Talleyrand au vu du précédent formé par le partage de la Pologne entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Il ne faudrait pas laisser l'Autriche et la Russie devancer la France dans un « partage de l'Égypte » (Instructions de Talleyrand le 19 janvier 1798 à Bernadotte nommé ambassadeur à Vienne). Par ailleurs, cela couperait l'Angleterre de la route des Indes, et si la paix est désirable, les intérêts de la France... et l'éloignement de Bonaparte le sont aussi ! D'autant que la République envisageait (déjà !) la possibilité, d'un débarquement en Angleterre après la rupture des négociations de Lille, et que si le Di-

rectoire criait à la guerre, Talleyrand cherchait encore la paix avec l'Angleterre !

- Deuxième coalition : décembre 1798-1802, suscitée par l'Angleterre : Russie, Turquie, Deux-Siciles, face à la politique expansionniste du Directoire français. L'Autriche rallie la coalition en mars 1799.

Talleyrand ne peut empêcher la reprise de la guerre, en particulier contre l'Autriche. A ses yeux, les causes en sont la « propagation » par la République de son « système » qui génère « l'effroi » et la « haine » de « toutes les monarchies, toutes les aristocraties, toutes les hérédités »

En juillet 1799, Talleyrand, par ailleurs accusé de malversations... ou excès de douceurs (vente de la Louisiane aux Etats Unis), démissionne de son poste de Ministre du Directoire. Il se sera déjà bien enrichi dans cette période, avec les douceurs reçues des diverses puissances, dont 10 000 doubles-souverains de l'Autriche contre une promesse de rompre avec la Prusse.

Après le retour d'Égypte de Bonaparte et le coup d'Etat du 18 brumaire (9 nov 1799), Talleyrand retrouve son poste de ministre des Relations extérieures sous le Consulat puis l'Empire jusqu'en 1807. Il passera donc 7 ans à ce poste. Juste avant sa démission de juillet, il écrivait à un membre de l'Institut : « Ce qu'il faut pour la nation française, c'est lui montrer le but et le terme des sacrifices qui sont exigés d'elle ; ce qu'il faut pour les nations étrangères, c'est les rassurer sur leur indépendance, c'est leur présenter une constitution inébranlable, un gouvernement fixe avec lequel elles puissent traiter »

Ainsi, avec l'Autriche, Talleyrand cherche à ce que les victoires, de Marengo et d'ailleurs avec les autres généraux, ne conduisent pas à de simples « trêves de champ de bataille » 1800, 1801 et 1802 voient de nombreuses victoires militaires de la France de Bonaparte. Talleyrand, ministre, négocie et signe des traités de paix et d'alliances avec tous les pays du monde, des Etats-Unis à l'Empire Ottoman en passant par l'Italie, le Portugal, la Russie, l'Espagne, la Hollande, l'Angleterre (la fameuse Paix d'Amiens) et l'Autriche avec le traité de Lunéville du 9 fév 1801. Il aurait dit « Ce n'est pas avec l'Europe qu'il me faut surtout négocier, mais avec Bonaparte ! »

Il promeut ses idées d'équilibre et de paix européenne dépendant du respect par les puissances de « Maximes, principes et lois » qu'il nomme « droit public » (de nos jours « droit international »).

Il fera évoluer plus tard ces notions (cf Congrès de Vienne) avec celles de légitimité, non-intervention, neutralité même, pour défendre un ordre européen en fonction de l'évolution des intérêts des divers pays.

Il voit déjà les déséquilibres européens, plus économiques que politiques. Toutefois pour lui les principaux fauteurs

de troubles sont la Russie, l'Angleterre, et la Prusse. Plus particulièrement, face à la montée en puissance de cette dernière, il pense que la France doit rechercher l'équilibre entre la Prusse et l'Autriche, donc ménager cette dernière au centre de l'Europe. « Tenir la balance entre les maisons de Brandebourg et d'Autriche » et maintenir la fédération de petits Etats allemands. « Le système germanique est la base essentielle d'un contrepois nécessaire à l'Autriche et à la Prusse » Un contact territorial entre l'Autriche et la Prusse est à proscrire !

Des petits Etats entre les grandes puissances limitent les risques de conflits. C'est ainsi, par exemple, que Talleyrand désapprouve l'incorporation du Piémont à la France, en avril 1801-sept 1802.

Dès 1792, il disait que la République française pouvait reprendre sa -superbe- place au sein de l'Europe à la condition que toutes les puissances, France comprise, renoncent aux conquêtes, à la « diplomatie de l'épée. »

Il reprendra ce discours auprès de Napoléon en 1805, au Congrès de Vienne, et encore à Londres en 1830.

Il aura bien de la suite dans les idées pour une girouette ! Durant les premières années du Consulat, Talleyrand tempère avec succès les ardeurs de Bonaparte, mais cela ne va pas durer !

Il va résister 4 ans avant de démissionner, et va soigner son image d'homme de paix qui lui servira bien au Congrès de Vienne et à Londres.

- Troisième coalition : 1803-1805 : Angleterre, Autriche, Russie. Suite à la rupture de la paix d'Amiens, l'Angleterre monte cette coalition de crainte que Bonaparte, qui va devenir Napoléon, l'envahisse.

Dès avant la rupture de la paix d'Amiens, Bonaparte commence à se mettre en colère contre Talleyrand qui cherche à le modérer.

Au conseil du 10 mai 1803, seuls Joseph Bonaparte et Talleyrand votent pour la paix ! C'est la reprise de la guerre : un échec personnel pour Talleyrand !

1804 : proclamation de l'Empire. Napoléon Empereur, Talleyrand pressent le retour à la guerre et une nouvelle coalition contre la France. Mais il a compris (Cf Wares - quiel) que, en général, nous ne pouvons intervenir que modestement sur le cours des événements, que nous ne sommes capables que d'« ajuster, prévenir, écarter ». Metternich le voit ainsi dans ses mémoires : « Le plus grand talent de cet homme d'Etat consistait en cela : empêcher de faire quelque chose de définitif » Dans une boutade, Napoléon le reconnaissait aussi en 1808 au cours d'une conversation, justement avec Metternich alors ambassadeur à Paris : « Quand je veux faire une chose, je n'emploie pas le prince de Bénévent ; je m'adresse à lui quand je ne veux pas faire une chose en ayant l'air de la vouloir »

Talleyrand, encore et toujours homme de paix face à Na-

poléon, génie de la guerre !

- Mars-avril 1805 : Talleyrand n'arrive pas à dissuader Napoléon de devenir lui-même Roi d'Italie, alors qu'il sait que l'Autriche est quasiment chez elle en Italie !

Pour lui, face à l'Angleterre et à l'Autriche notamment, l'Empereur manque de prudence. Dans un discours au Sénat, en présence de Napoléon, le 18 mars, Talleyrand, au-delà des flatteries d'usage, lui adresse une vraie mise en garde, non sans risque pour lui : « Dans ses glorieuses expéditions et dans ses plus hardies entreprises, Votre Majesté a-t-elle été entraînée par une passion vague et indéfinie de dominer et d'envahir ? Non, sans doute, Votre Majesté voulut rappeler la France à des idées d'ordre, et l'Europe à des idées de Paix..Un temps viendra où l'Angleterre même, vaincue par l'ascendant de votre modération, abjurera ses haines, et ne manifestera plus envers vous que le sentiment de l'estime, de l'admiration, et de la reconnaissance »

C'est à nouveau la guerre !

- Avril 1805: L'alliance défensive et offensive de l'Angleterre et de la Russie, à laquelle l'Autriche se rallie en août, a pour but de ramener la France à ses frontières de 1792.

Avant même que l'Autriche soit battue à Ulm, le 17 octobre, Talleyrand, partisan de rendre l'Autriche forte pour que cette puissance puisse contenir la Russie, conseille et propose un traité de paix, et de se retirer d'Italie, « Les agrandissements de territoires ne sont que jeux cruels de la déraison politique. »

A Munich, le 12 novembre, avant la bataille d'Austerlitz il déclare : « Nous avons fait assez de grandes choses, de miraculeuses choses. Il faut finir par s'arranger. »

Peine perdue : Napoléon écrase encore les Austro-Russes à Austerlitz (2 déc. 1805). Juste après, Talleyrand confie à son ami Charles de Rémusat : « Au moment de conclure la paix, vous verrez que c'est avec l'Empereur Napoléon. que j'aurai le plus de peine à négocier »

Napoléon se méfie de l'indulgence de Talleyrand envers l'Autriche. Le 13 déc. il écrit à son frère Joseph : « **la paix est un mot vide de sens !** »

- 26 décembre 1805 : Talleyrand signe, à Presbourg, aujourd'hui Bratislava, le fameux traité mettant l'Autriche à genoux et fort rétrécie.

Il ne parviendra pas même à lui conserver le Tyrol, Napoléon ayant changé d'avis pour le donner à la Bavière.

Bon nombre d'historiens considèrent que c'est là le début des affrontements et du divorce entre Napoléon et Talleyrand, en attendant la démission de ce dernier, deux ans plus tard.

C'est à ce moment-là que Metternich, au départ pour son ambassade à Paris, et qui retrouvera si souvent Talleyrand, affirmera, dans ses mémoires que c'est sans doute à Presbourg que le ministre prit la résolution de s'opposer

« de toute son influence » à ce qu'il appelle « les projets destructeurs de Napoléon ». Son influence directe sur l'Empereur, ajoute-t-il, était dès ce moment, « subalterne », mais par sa position, par ses réseaux, « ses moyens journaliers d'exécution » restaient puissants »

Tout semble dit effectivement, et la suite le confirmera, avec quelques sources d'étonnement tout de même !

Les péripéties de la Paix de Presbourg constituent une bonne illustration de ce que fut toujours la politique de Talleyrand, en particulier vis-à-vis de l'Autriche.

Toute la suite ira dans le même sens.

- Quatrième coalition, 1806-1807: Napoléon n'écoute pas Talleyrand et crée la Confédération du Rhin. Il renforce encore la domination française dans le sud de l'Allemagne, ce qui déplaît forcément à l'Autriche. C'est à nouveau la guerre : Prusse, Angleterre et Russie contre Napoléon. Après Presbourg, l'Autriche est trop affaiblie pour en être, mais ce ne sera que partie remise...



*Le palais primatial où fut signée la paix de Presbourg*

Talleyrand, encore ministre doit suivre, durant 10 mois, la campagne victorieuse de Napoléon, mais se situe de plus en plus en opposition avec l'Empereur : « Le blocus continental, dira-t-il, est contraire au droit des gens »

De Mayence (9 octobre 1806), puis de Berlin et de Varsovie, Talleyrand cherche une alliance avec l'Autriche, à court terme pour s'assurer de sa neutralité dans la guerre en cours contre la Prusse et la Russie, et à plus long terme, pour l'équilibre des puissances, seul moyen à ses yeux d'arriver à une paix générale. Plus les troupes françaises

avancent vers Varsovie, plus Talleyrand développe ses contacts avec Vienne. Ainsi, le 18 nov 1806, le représentant du ministre à Vienne, le général Andréossi, teste l'idée d'un échange de la Galicie, ancienne province polonaise conquise par l'Autriche contre la Silésie qui a été prise à l'impératrice Marie-Thérèse par Frédéric II. Pour autant, Talleyrand remplit ses fonctions et, par exemple, de Varsovie, début 1807, renseigne Napoléon sur l'état des troupes ennemies dont celles d'Autriche en Galicie.

Avant Friedland, Talleyrand, qui sait que Napoléon redoute une attaque de l'Autriche sur son flanc, cherche encore, toujours en vain, à le convaincre d'un plan d'alliance avec l'Autriche encore neutre...(Cf ses contacts avec le Baron de Vincent, représentant de Vienne).

Les autorités de Vienne se mettent même à considérer Talleyrand comme un allié à ménager tout en s'en méfiant. Metternich, le 24 sept 1808 dira à Stadion : « Des hommes tels que M. de Talleyrand, sont comme des instruments tranchants avec lesquels il est dangereux de jouer... »

Toujours est-il qu'à Tilsit, Napoléon tient son ministre à l'écart de ses discussions et traite avec le Tsar. Talleyrand n'apprécie pas le déséquilibre entre la Prusse et l'Autriche, toutes deux d'ailleurs mécontentes d'avoir été tenues à l'écart de cette paix, en particulier l'Autriche qui avait proposé sa médiation.

Selon E. de Waresquiel, c'est là que Talleyrand a gagné sa réputation de « Ministre de la Paix européenne » et c'est là que Talleyrand annonce à Napoléon vouloir démissionner. De retour à Paris à la fin de cette coalition, Talleyrand, inquiet de l'ambition démesurée de Napoléon et ne voulant pas, selon Sainte-Beuve, être « le bourreau de l'Europe », démissionne le 9 août 1807 de son poste de Ministre des Affaires étrangères, en pleine gloire impériale. « Pour moi, les vrais intérêts de la France ne sont jamais en opposition avec les vrais intérêts de l'Europe. »

- Erfurt 1808 : Les troupes de Napoléon s'embourbent en Espagne, et Napoléon sait que l'Autriche réarme. Il veut par une rencontre personnelle avec le Tsar, renforcer l'alliance de Tilsit avec les Russes.

Et en septembre, c'est à Talleyrand, qu'il en parle dans les termes suivants : « Nous allons à Erfurt ; je veux en revenir libre de faire en Europe ce que je voudrai. Je veux être sûr que l'Autriche sera inquiète et contenue... » Et il envoie Talleyrand, qui n'est plus ministre, préparer cette rencontre ! Et c'est la fameuse « trahison » : le jour Talleyrand fait son travail ; et la nuit venue, Alexandre, qui a bien compris, revoit Talleyrand qui lui conseille l'inverse : surtout ne pas s'allier avec Napoléon mais plutôt avec l'Autriche qui n'est pas invitée à Erfurt. Talleyrand avait dit à Metternich, avant son départ de Paris, et répété au baron de Vincent :

« L'intérêt de la France exige que les puissances en état de tenir tête à Napoléon se réunissent pour opposer une digue

à son insatiable ambition... L'Europe ne peut être sauvée que par la plus intime réunion entre l'Autriche et la Russie. » Plus tard, en 1820, Talleyrand dira à Vitrolles : « Vous le savez, tout le monde a sauvé la France, puisqu'on la sauve trois ou quatre fois par an. Mais à Erfurt, j'ai sauvé l'Europe d'un complet bouleversement. »

Talleyrand arrive à retirer quasiment toute portée à l'accord secret du 12 octobre entre Alexandre et Napoléon, concernant l'Autriche. Napoléon le lui reprochera plus tard sans se douter de tout.

- Cinquième coalition : 1809 Espagne soutenue par l'Angleterre et l'Autriche

Les relations de Talleyrand et Napoléon deviennent des plus mauvaises. Ce dernier entre dans des colères énormes vis-à-vis de Talleyrand, « de la m. dans un bas de soie »

Début 1809, Talleyrand se rapproche encore de Metternich, en ambassade à Paris, et pousse à faire accélérer les préparatifs de guerre de l'Autriche.

Mais après une nouvelle victoire à Wagram, c'est encore une paix imposée, coûteuse et humiliante pour l'Autriche : le Traité de Vienne d'octobre 1809. Talleyrand, qui n'est plus ministre, n'y aura pris aucune part.

- 1810 : au conseil du 21 janvier, avec tous les princes et grands dignitaires, dont Talleyrand. Vice-Grand Electeur, Napoléon décide de se remarier avec la fille de l'Empereur d'Autriche, l'Archiduchesse Marie-Louise, nièce de Marie-Antoinette, après avoir essuyé un refus d'Alexandre pour sa sœur.

Il est intéressant de noter que Talleyrand en avait été informé par avance par l'épouse de Metternich encore présente à Paris alors que son mari, devenu ministre des Affaires étrangères, est rentré à Vienne. Talleyrand plaide bien sûr pour cette solide alliance autrichienne.

Avril 1810 : le mariage de Napoléon avec la fille de l'empereur d'Autriche a lieu. A noter que, dès septembre, Dorothee de Périgord, nièce de Talleyrand, que l'on retrouvera au Congrès de Vienne à son côté, est nommée Dame du Palais de l'Impératrice Marie-Louise.

- 1811 : naissance du petit-fils de l'Empereur d'Autriche, fils de Napoléon et de Marie-Louise. Mais la garantie de l'Autriche ne fonctionnera pas entre France et Russie.

Le 26 sept 1811, Talleyrand écrit encore à Metternich :

« L'année 1812 sera comme vous me le disiez il y a deux ans, fort orageuse. »

- 1812 : Ce sera « Le commencement de la fin » selon Talleyrand : la campagne et retraite de Russie.

Au conseil des Tuileries, le 18 décembre 1812, après la Bérézina, Talleyrand dit à Napoléon : « Vous avez maintenant, en main, des gages que vous pouvez abandonner. Demain vous pourrez les avoir perdus et alors la faculté de négocier sera perdue aussi » Peine perdue...

- Sixième coalition : 1813-1814, qui se constitue après la « retraite de Russie » Angleterre, Espagne, Russie puis Prusse, Autriche et Suède.

Talleyrand pense toujours que pour forcer Napoléon à la paix, il faut que l'Autriche redevienne forte et impose sa médiation. Il dira, 12 février 1813 à Schwarzenberg, qui remplace Metternich à Paris : « La paix est entre les mains de l'Autriche, mais pour l'avoir, il faut qu'elle la commande ; elle ne le pourra que lorsqu'elle aura une armée de 200 000 hommes....Qu'elle déclare : j'arme pour la paix, et tous les peuples sont à ses pieds »

Mais Napoléon veut reprendre la guerre !

Ce sera la bataille des Nations, Russie, Autriche, Prusse, Suède, ... et France : défaite de Napoléon à Leipzig, en octobre 1813.

Talleyrand, par deux fois, refusera de reprendre le ministère des Affaires étrangères.

Napoléon le nomme à son conseil de régence auprès de Marie-Louise en décembre 1813, et, à partir de janvier 1814, c'est la campagne de France, durant laquelle Metternich se méfie encore de Talleyrand.

- Défaite et première abdication de Napoléon le 6 avril 1814.

Son fils est emmené par Marie-Louise à Vienne.

Le 1<sup>er</sup> avril, Talleyrand est élu président du gouvernement provisoire. Il héberge le Tsar et reçoit chez lui l'empereur d'Autriche et bien d'autres. Face à ces souverains héréditaires, il défend le principe de légitimité comme l'acceptation des droits historiques par le plus grand nombre. En France, où l'opinion publique a intégré les acquis de la Révolution, cela implique la restauration des Bourbons avec une Constitution libérale. Pour E. de Waresquiel, il s'agit là de l'exacte négation de l'usurpation et du despotisme napoléoniens.

Metternich, pendant la période du gouvernement provisoire de Talleyrand, écrit à l'Empereur François : « Le succès dépasse tout ce que l'on pouvait espérer. »

Le 23 avril, Talleyrand signe la convention d'armistice avec les Alliés.

- Mai 1814 : avènement de Louis XVIII.

Le 13, Talleyrand est à nouveau ministre des Affaires étrangères, et signe le 30, le premier traité de Paris avec les puissances alliées, dont l'Autriche. La France est ramenée à ses anciennes frontières, celles des anciennes dynasties.

Le 31 mai, Talleyrand écrit à la Duchesse de Courlande : « J'ai fini ma paix avec les 4 puissances. Elle est bonne, faite sur le bon pied de la plus parfaite égalité et plutôt noble »

Dans ses mémoires, il dira : « Avec les Bourbons, la France cessait d'être gigantesque pour redevenir grande. »

L'article XXXII dudit traité, prévoit la convocation du Congrès de Vienne, avec Metternich comme grand ordonnateur.

Talleyrand, fait Prince de Talleyrand par le Roi, y sera le plénipotentiaire de la France.

Dès le 12 mai, avant la signature du traité de Paris, Talleyrand avait demandé à y être. Et dès avant ce Congrès, il avait déjà quasiment obtenu ce qu'il prônait, à savoir les grandes puissances dans leurs territoires, et de nombreux Etats ou fédérations de petits Etats entre ces grandes puissances.

Talleyrand rédige les « Instructions » que lui donnera le Roi de France, instructions tournées vers les idées d'équilibre européen, de légitimité, de droit public, de souveraineté, etc. En effet, il constate déjà que les relations entre les puissances alliées, qui n'avaient jamais été excellentes, se dégradent encore depuis le traité de Paris.

Nous ne pourrions pas ici relater tout des échanges, négociations et décisions, concernant l'Autriche durant et à l'issue de ce congrès, le plus grand jamais organisé alors. Des colloques entiers y ont été et seront encore consacrés, dont celui organisé par notre association en l'hôtel Talleyrand à Paris, le 9 juin 2015, à l'occasion du bicentenaire de la signature de son Acte final !

En voici toutefois quelques éléments :

Le 22 septembre 1814, veille de l'arrivée du Prince de Talleyrand à Vienne, les 4 grandes puissances ont signé un protocole convenant qu'elles ne traiteraient qu'entre elles, en reprenant le « droit de conquête », alors que le Congrès est prévu pour s'ouvrir le 1<sup>er</sup> octobre !

Le 30 septembre, le Prince est invité à « assister » à la conférence des 4 puissances qui se déroule chez Metternich. Là commence le célèbre grand jeu de Talleyrand « Puissances alliées ? Quels Alliés ? Alliés contre qui ? Si c'est contre Napoléon, il est à l'île d'Elbe ! Contre Louis XVIII ? Sommes-nous toujours en guerre ? Quel protocole ? Il y a pour moi deux dates entre lesquelles il n'y a rien : celle du 30 mai, traité de Paris, où la formation du congrès a été stipulée, et celle du 1<sup>er</sup> octobre où il doit se réunir. Tout ce qui s'est fait entre ces deux dates m'est étranger et n'existe pas pour moi. » Et il est rapporté par Gentz, secrétaire général du Congrès, que Talleyrand donnera la leçon à tous durant 2 heures, et demandera que les huit puissances du Traité de Paris (et pas que les quatre), dont la France, siègent à la commission chargée de préparer ce congrès. Il obtiendra gain de cause le 8 octobre. L'ouverture du congrès est donc repoussée.

Metternich avouera regretter cette invitation, mais c'est trop tard. « Nous aurions mieux fait de traiter nos affaires entre nous. »

Talleyrand demande que la notion de « Droit public » figure dans les principes de base du congrès. Tous le connaissent comme Homme de Paix, mais tous s'en méfient quand même !

Tout le monde est surveillé, espionné, par les services vien-



*Le Prince de Metternich vers 1815 par Lawrence*

nois... et tout particulièrement Talleyrand, mais il a de son côté un nombre incroyable d'informateurs...tant il connaît de monde !

A noter qu'il est à Vienne avec sa nièce Dorothee, laquelle y aura un grand succès... et que sa sœur, Wilhelmine, duchesse de Sagan, « fait tourner et égarer la tête » de... Metternich ! C'est le secrétaire du congrès, Gentz, qui affirme. « Dans les affaires importantes, il faut faire marcher les femmes » aurait dit Talleyrand. Les informations les plus secrètes et subtiles s'échangent... « A Vienne, l'alcôve est le cabinet de travail de la diplomatie » notera bien plus tard Ferdinand Bac. La force de Talleyrand, et donc de la France est que, contrairement à tous les autres, cantons suisses compris, il ne demande rien. Propos d'ouverture du Congrès : « Messieurs, je suis peut-être le seul qui ne demande rien. De grands égards, c'est là tout ce que je veux pour la France. Elle est assez puissante par ses ressources, par son étendue, par le nombre et l'esprit de ses habitants, par la contiguïté de ses provinces, par l'unité de son administration, par les défenses dont la nature et l'art ont garanti ses frontières. Je ne veux rien, je vous le répète, et je vous apporte immensément » et encore « Le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont des conquêtes de la France. Le reste est la conquête de l'Empereur. La France n'y tient pas. » ou « L'équilibre général de l'Europe ne peut être composé d'éléments simples. Il ne peut l'être que de systèmes d'équilibres partiels. »

Tout est dit. Talleyrand sait, par contre, que toutes les puissances rassemblées, grandes et petites, réclament des terri-

toires, jusqu'à se menacer de guerre entre eux !

Pour l'anecdote, remarquons que Talleyrand occupe l'un des somptueux hôtels ayant appartenu à Kaunitz, chancelier d'Etat dont Metternich a épousé la petite-fille.

Talleyrand s'activera pour se rapprocher de Castlereagh (Angleterre) et de Metternich, après des menaces de guerre en novembre, et, le 8 janvier 1815, le Comité des 4 puissances devient celui des 5 puissances : la France retrouve son rang !

- Traité d'alliance défensif du 3 juin 1815 entre Autriche, Angleterre et France

Talleyrand sauvera, au moins dans son existence, la Saxe entre Prusse et Autriche, mais sera encore en opposition avec Metternich sur l'Italie. Le Nord reviendra sous influence autrichienne, mais il parviendra à ce que le Sud revienne ou reste à des Bourbons. Notons que Metternich a tenté de négocier directement avec Louis XVIII, en court-circuitant un Talleyrand furieux !

Au final, les résultats du Congrès satisferont l'Autriche qui retrouvera tout son Empire, la France qui reviendra dans ses frontières traditionnelles, voire un peu augmentées

1815). s'en est trouvée accélérée, et Talleyrand s'y est employé. Il tenait tant à y apposer sa signature qu'il ne rejoindra pas immédiatement le Roi en exil à Gand. Waterloo, le 18 juin 1815 se situe donc 9 jours après la signature des accords du Congrès de Vienne !

Avant ce 18 juin, Talleyrand aura pressé Wellington, Metternich et les autres d'en finir avec les velléités de Napoléon.

- 27 juin : à Cambrai, après un Conseil très houleux et des discussions violentes avec le roi, il est convenu que Talleyrand, soutenu par tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre à Vienne, dont l'Autriche, redevenue, à 61 ans, chef du gouvernement de la France sévèrement occupée par les vainqueurs de Waterloo.

A Paris, le Prussien Blücher crie vengeance...Le 4 juillet Talleyrand presse Metternich, et même le Tsar qui lui est portant hostile à présent, d'arriver à Paris !

8 juillet : retour de Louis XVIII ; le lendemain, Talleyrand est nommé Président du Conseil. Mais il ne tiendra que 2 mois et demi.

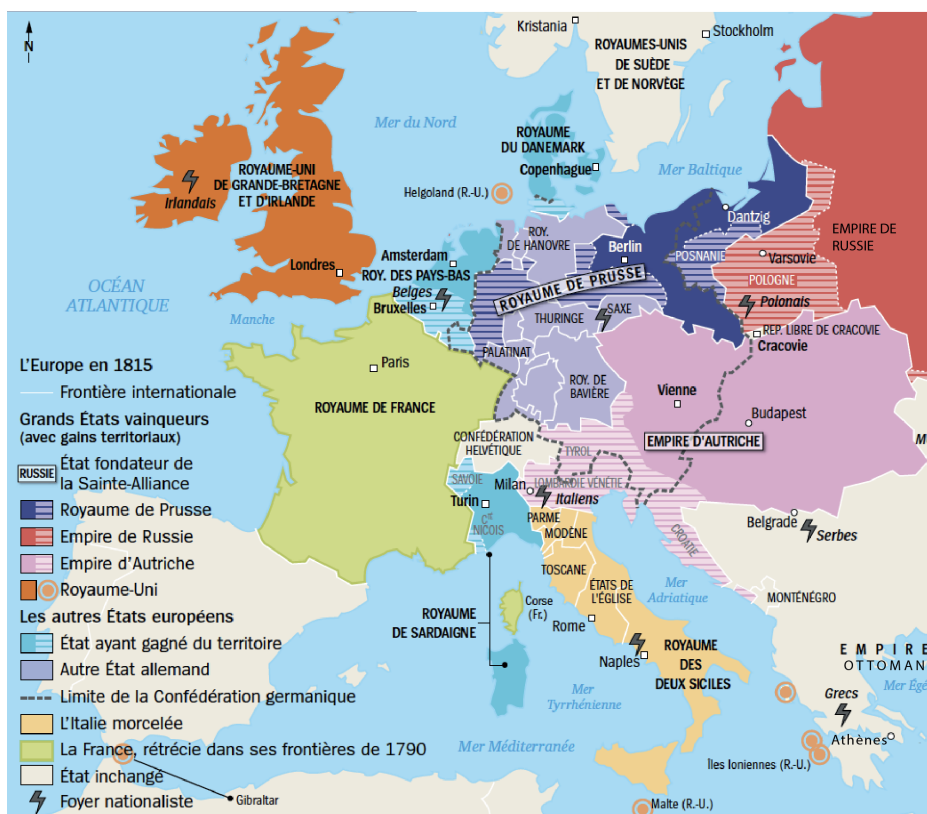
Trois des 4 grandes puissances (Angleterre, Prusse et Russie)

demandent des « garanties » contre les « traîtres » des 100 Jours. L'Autriche semble plus mesurée.

Les élections d'août sont mauvaises pour Talleyrand : Les « Ultras » royalistes forment la « chambre introuvable » selon Louis XVIII.

Les alliés préparent, à l'Ambassade d'Angleterre à Paris, les nouveaux traités, tenant bien Talleyrand à l'écart cette fois. Même Metternich veut que le projet qui sera présenté à Talleyrand soit « une déclaration péremptoire de notre volonté » (11 août 1815).

Le projet de traité des alliés est extrêmement sévère notamment du côté prussien qui veut démembrer la France. C'est



par rapport à 1789, l'Angleterre qui aura bien veillé aux équilibres elle aussi, et récupéré des territoires maritimes dont l'île de France (île Maurice), l'essentiel des petites puissances dont la Saxe sauvée, ...et bien moins satisfait la Prusse et encore moins la Russie pour cause de Pologne. Passons sur les 100 jours, le retour de Napoléon. en plein congrès que Talleyrand qualifia de « La plus cruelle et la plus folle indignité » La signature de l'acte final (9 juin

Castlereagh, appuyé par Metternich, qui calme le jeu, soucieux eux aussi d'un équilibre européen.

Talleyrand souhaite en vain une déclaration publique du Roi contre ce projet de traité. Le 19 septembre, le roi renvoie Talleyrand.

Dès le lendemain, 20 septembre 1815, le deuxième traité de Paris est signé par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie...mais pas par la France...dans un premier temps.

Ce traité est beaucoup plus sévère pour la France que le premier. Il ramène la France à ses frontières de 1790, sans la Savoie, différentes places du Nord etc.

D'importantes indemnités de guerre sont imposées, avec l'occupation d'une grosse moitié de la France pour 5 ans (ramenés plus tard à un peu plus de 3 ans), par 9 des alliés, Suisse comprise ! Une bonne part est confiée à l'Autriche (Franche-Comté, Bourgogne, Lyonnais et jusqu'au rivage méditerranéen).

Talleyrand aura encore envoyé le 21 une note aux alliés, ferme mais cédant un peu, admettant les frontières de 1790 et une indemnité « raisonnable » Mais il n'est plus ministre : Wellington et Metternich le regrettent déjà !

Le Prince dira ensuite avoir été bien aise de n'avoir pas eu à apposer sa signature sur ce 2<sup>ème</sup> Traité de Paris...

Il n'est donc plus aux affaires nationales ni internationales. Définitivement ? Et bien non ! A nouveau Grand Chambellan, il est au courant de tout et reçoit en permanence, rue St Florentin, tout le corps diplomatique.

Il a besoin d'argent ; après la vente de sa bibliothèque à Londres (1816), il essaie, en 1817, de vendre à Metternich (qui en fait une copie sans l'acheter) sa correspondance de ministre avec Napoléon. Ce n'est pas un titre de gloire...

Il croit, en vain, notamment fin 1818, revenir au pouvoir, mais refuse de représenter la France au Congrès d'Aix-la-Chapelle qui décidera, malgré l'avis des Ultras, de ramener de 2 ans l'occupation de la France.

Talleyrand entre de plus en plus dans l'opposition libérale : le 24 juillet 1821, il fait un discours à la chambre des Pairs contre le renouvellement de la censure.

En 1822 Il confie encore à l'ambassadeur d'Autriche son opposition au gouvernement en place.

- 1824 : Mort de Louis XVIII, avènement de Charles X, deuxième frère de Louis XVI, toujours plus réactionnaire. Talleyrand, toujours Grand Chambellan, est toujours plus opposant...
- 1830-1834 : à 76 ans, le Prince de Talleyrand entame ce qui sera son deuxième grand titre de gloire, son ambassade à Londres.

Il a accepté cette mission à la demande expresse du nouveau Roi des Français, Louis-Philippe, arrivé au pouvoir après la révolution de Juillet de la même année, à laquelle le Prince aura fort participé. « Puisque Monsieur de Talleyrand se prononçait pour, Louis-Philippe pouvait se risquer » dira Sainte-Beuve.

Londres ? « Ce n'est pas à Paris, c'est à Londres qu'on a besoin de moi » écrira-t-il dans ses mémoires. Il a raison. Toutes les puissances de 1815, en particulier celles de la Sainte-Alliance, dont l'Autriche au premier chef, n'ont de cesse d'éteindre les foyers révolutionnaires en Europe. Ils se méfient de ce « Roi des Barricades »

Louis-Philippe le sait, et sait également que Talleyrand est anglophile à souhait comme lui.

A peine le roi est-il intronisé, le 9 août 1830, que les Belges se soulèvent contre les Pays-Bas de 1815, face à la France. Les Prussiens se préparent et la France indique qu'elle le fera si la Prusse s'en mêle. La guerre menace.

Mais c'est l'Angleterre qui domine à présent en Europe ! L'Anglais Aberdeen écrit à Metternich qu'il restera neutre « tant que la France restera sage »

Pour Louis-Philippe, le maintien de la paix passe par la garantie de l'Angleterre, seule condition pour que les autres puissances ne bougent pas !

C'est la mission de Talleyrand, le seul selon le roi qui puisse la remplir. La décision est prise le 3 septembre 1830, à l'issue du conseil du roi, quasi unanime.

Talleyrand, à 76 ans, est nommé « Ambassadeur extraordinaire à Londres » pour sauver une fois de plus, la dernière pour lui, la paix !

Talleyrand aura préféré ce poste à celui de ministre : ce sera sa gloire.

• 24 septembre 1830 Talleyrand débarque en Angleterre. Son accueil est royal. Il sera reçu, très vite, par le Roi d'Angleterre, Guillaume IV, ainsi que par le duc de Wellington ; les deux hommes se connaissent depuis 15 ans, et s'apprécient.

Dorothée, comme à Vienne, l'accompagne et y jouera un rôle officieux de vraie *ambadrice*.

Et c'est la fameuse « Conférence de Londres » (plus calme que Paris !), sur le règlement de la crise belge et la préservation de la paix, qui s'ouvre dès le 4 novembre 1830, entre l'Angleterre, la France, mais aussi la Prusse, la Russie et l'Autriche représentée par le prince Esterhazy et le Baron de Wessenberg ... que notre Prince avait déjà côtoyé à Vienne !

Talleyrand et Louis-Philippe ont déjà remporté un premier succès en obtenant l'accord des puissances sur le principe de cette « conférence » sur la Belgique : le Roi de Hollande et les pays du Nord ne voulaient pas que la France y participe.

Le jour de l'ouverture, il y déclare : « Messieurs, je viens m'entretenir avec vous des moyens d'assurer la paix » !

Philippe Neumann, attaché d'ambassade d'Autriche, dira, pour cette conférence qui durera, que : « Talleyrand la préside de fait, par son autorité et son expérience. »

Après la chute de Wellington, ce sera Lord Palmerston qui prendra les commandes de l'Angleterre, avec qui Talleyrand va très bien s'entendre... le temps qu'il faudra. « Bonne et cordiale entente » dit Palmerston. La fameuse caricature de John Doyle : « Le boiteux conduisant l'aveugle » illustre cette entente.

Talleyrand dit à Casimir Perier le 31 décembre 1831 : « La



France unie à l'Angleterre met un tel poids dans la balance politique de l'Europe, que les autres puissances ne peuvent rien entreprendre contre elles ...»

Le but de la négociation n'est longtemps pas très clair. Metternich, lui, est très réservé face à la révolte des Belges. Le 13 nov 1832 il dira : « La conférence s'est réunie dans le but d'arranger l'affaire : mais laquelle? Celle de Sa Majesté néerlandaise ou bien l'affaire des révoltés belges ? » Beaucoup de discussions, mais une insurrection avortée en Pologne précipite les événements et favorise les Belges. L'accord se précise : une Belgique neutre convient bien aux Anglais qui ont toujours un peu peur de la France en face de leurs côtes, et une Belgique pas trop puissante cela convient à la France.

Talleyrand réussira encore à convaincre le Roi des Français que les Anglais ne pourront accepter un roi des Belges issu des Bourbons, et usera de ses anciennes relations en Saxe pour, de concert avec les Anglais et les Autrichiens, faire monter sur le trône de Belgique Léopold de Saxe Cobourg.

- 22 oct 1832 : Talleyrand et Palmerston signent une convention des deux gouvernements déclarant qu'ils useront de la force pour obliger le Roi de Hollande, mais ce dernier ne la ratifiera qu'en avril 1839, un an après le décès de Talleyrand.

La Triple-Alliance (Angleterre, Espagne et Portugal) de-

vient la Quadruple-Alliance avec la France.

Palmerston aurait dit : « Je voudrais voir la tête que fera Metternich lorsqu'il apprendra ce que nous venons de conclure »

Et Metternich dira : « Ce traité n'aura aucune portée pratique, il exprimera un soutien symbolique aux libéraux de la péninsule ibérique. »

Talleyrand la présente justement comme regroupant des Etats constitutionnels contre l'Europe absolutiste des pays de l'Est et du Nord... donc Autriche comprise.

Toutefois, de Londres encore, Talleyrand, qui entretient de bonnes relations avec l'ambassadeur d'Autriche, Esterhazy, trouve un peu pesante l'alliance trop exclusive avec la puissante Angleterre. Il pousse le roi de France à se rapprocher de l'Autriche ! Metternich commençait du reste à accepter cette Monarchie de Juillet...

En avril 1834, Talleyrand, peu avant son départ de Londres, dira : « J'ai donné Londres au trône de Juillet ; je veux lui donner Vienne et j'y réussirai si on me laisse faire. »

Mais le 8 août, Talleyrand prendra congé du roi d'Angleterre ...pour se reposer en France. En fait c'est terminé, il ne s'entend plus avec Palmerston.

- 13 novembre 1834 : Talleyrand envoie de son château de Valençay sa lettre de démission. Cette fois ce sera la dernière.

Ce sera la crise en France. Le Roi regrette le départ de Talleyrand. Wellington, revenu aux affaires, demande, en vain, à Talleyrand de revenir.

Durant les 4 dernières années de sa vie, le Prince ne s'activera plus qu'en coulisses : Le 29 février 1836, Molé dira par exemple : « La rue St Florentin est bien active ; c'est un foyer d'intrigues incandescent »

La même année, pour l'anecdote, il manœuvre encore, mais échoue, pour marier le duc d'Orléans, fils du Roi Louis-Philippe avec ...l'archiduchesse Thérèse, cousine de l'Empereur Ferdinand de Habsbourg ...L'Autriche échaudée deux fois (Marie-Antoinette et Marie-Louise...) aurait refusé. (Le mariage se conclura avec la nièce du Roi de Prusse !)

Talleyrand aura signé 110 traités ou conventions diverses avec un très grand nombre de pays, dont 54 où l'Autriche était partie prenante.

Le Prince de Talleyrand meurt à Paris, en son hôtel devenu si célèbre de la rue St Florentin, le jeudi 17 mai 1838 à 15h35. Il aura reçu, le matin même, contre tout usage protocolaire, la visite du Roi Louis-Philippe accompagné de sa sœur Madame Adélaïde avec qui le Prince était très lié.

Deux citations croisées :

Talleyrand, pas tendre avec son « jumeau » en diplomatie (selon C. Zorghibe biographe de Metternich) :



« Metternich ment toujours, mais ne trompe personne, au contraire de Mazarin qui trompait tout le monde, mais ne mentait pas. »

Metternich, comme Talleyrand probablement, croit à la supériorité de la politique étrangère, la seule vraie politique. Le lot des Princes en somme !

Extrait d'une lettre du Prince de Metternich à la Duchesse de Dino, 23 jours après le décès du Prince, et alors que le chancelier d'Autriche exercera encore 10 ans :

Vienne le 9 juin 1838

« ...Ma chère Dorothee, ...Je vous écris aujourd'hui pour vous assurer de la vive part que je prends au mérite que vous vous êtes acquis par l'influence que vous avez exercée sur les derniers moments du prince de Talleyrand. Je connais en effet celle qui vous appartient dans le dénouement du long drame et, si je vous remercie, ce n'est pas seulement au nom de l'amitié, mais en me plaçant dans un champ bien autrement étendu.

Vous me connaissez assez et si vous ne me connaissiez pas, ma vie publique, cette vie si longue déjà et si constante dans ses errements, vous eût appris que je suis au nombre des hommes qui savent distinguer ce qui appartient aux hommes et aux choses.

Doué de cette faculté, j'ai toujours été juste envers feu votre oncle; je crois l'avoir connu mieux et deviné plus juste que beaucoup de ceux qui ont été en un contact non interrompu avec lui et je n'ai dès lors point énoncé le sentiment de la surprise quand j'ai appris le congé qu'il a pris de ce monde. En faisant ce qu'il a fait, il s'est acquis un véritable mérite, et les mérites de cette espèce sont inséparables du triomphe des principes ! [...] J'ai eu pour M. de Talleyrand un véritable attachement personnel et je ne mets pas en doute qu'il n'ait éprouvé le même sentiment à mon égard. Nos esprits ont dû se rencontrer dans le positif, et aussi souvent que tel est le cas, les hommes peuvent se réunir et se séparer sans inimitié... »

### Conclusion.

Nous avons essayé de montrer par maints exemples la constance des objectifs de paix de Talleyrand, s'opposant souvent à Napoléon au nom de l'équilibre des puissances et inventant quasiment ou poussant à la mise en œuvre des principes de Droit et de Légitimité, appliqués à ses vues et relations avec l'empire d'Autriche et en particulier avec son grand diplomate et chancelier Metternich.

On a dit et le dit encore : Talleyrand a trahi ! Mais trahi qui ? Napoléon ? Assurément et plusieurs fois, mais ce dernier ne put se passer du Prince ! Trahi la France ? On en discute encore ! Votre serviteur ne le pense pas, bien au contraire....

Talleyrand et Metternich pouvaient se redouter (« Talleyrand tranchant comme une lame... ») mais se respectaient et se sont connus longuement, de l'ambassade de Paris pour le second quand déjà Talleyrand était ministre des Relations extérieures du Directoire, jusqu'au Congrès de Vienne surtout, mais pas seulement. Leur relation fut fort utile, notamment après l'effondrement de l'Empire napoléonien, pour sauver la France !

Force est de constater deux choses :

1) Tous deux étaient issus de la très haute noblesse d'Ancien Régime et tous deux ont été faits Princes.

2) Mais le premier fut nettement plus libéral que le second dans ses visées pour une monarchie constitutionnelle à l'anglaise et davantage de libertés, de presse, d'éducation etc. Le second, par contre, pris par les multiples nationalités, langues, etc de l'Empire de son souverain, n'eut de cesse de contrecarrer les mouvements libéraux et révolutionnaires jusqu'à être chassé par eux quelques années après la mort de Talleyrand.

A noter encore que Karl Marx lui-même déclara « Talleyrand, Metternich et Castlereagh ont été les trois plus grands du XIX<sup>ème</sup> siècle. » Pourtant, les deux premiers étaient Prince et le dernier Vicomte..

Pour terminer, et en amitié avec notre ami organisateur de ce colloque, Lubomir Jancok, docteur en Sorbonne et Université Comenius, pour sa thèse sur l'influence de l'œuvre de l'écrivain français Balzac notamment en Slovaquie, citons ce que Balzac justement fait dire à Vautrin, ancien bagnard, dans « Le père Goriot », en parlant de Talleyrand: « ... On lui doit des couronnes, on lui jette de la boue ... »

1815 /2015 et plus : Deux siècles après cette période, disons enfin : « Que vive l'Union Européenne, œuvre de paix dans un monde, et plus seulement à la seule échelle européenne, fort troublé »...pour paraphraser une citation de Talleyrand du 27 novembre 1830.

Sources :

-Paul Pasteur : « Histoire de l'Autriche : de l'Empire multinational à la nation autrichienne (XVIII<sup>ème</sup> -XIX<sup>ème</sup> siècles) » Edit. Armand Collin 2011

-Emmanuel de Waresquiel : « Talleyrand, Le Prince immobile » édit. Fayard 2003

-Talleyrand : « Mémoires et correspondances du Prince de Talleyrand » présentation E. de Waresquiel, édit. Robert Laffont 2008

-Charles Zorgbibe : Metternich : le séducteur diplomate » Edit. de Fallois 2009

Pierre Combaluzier : son site internet « Le-prince-de-talleyrand.org

Georges Lacourt-Gayet : « Talleyrand » Edit. Payot 1991

Duchesse de Dino: "Souvenirs et chroniques" présentation annotations A. et L. Theis Edit. Robert Laffont 2016.